

Comment faire des élèves des citoyens... pas à trop courte vue ?

> Solution simple à un problème complexe, la création d'un cours d'initiation à la démocratie dans l'enseignement secondaire ne constitue peut-être pas la voie royale si l'on veut que nos élèves soient, non seulement *informés* des réalités institutionnelles, mais *formés* à comprendre la complexité des enjeux citoyens contemporains.

Jean-Louis Jadouille, Professeur de didactique de l'histoire (UCL) et enseignant d'histoire dans le secondaire

Elections obligent, une brochette des plus éminents politologues de notre Communauté française a publié, il y a peu (LLB, 3/06/04), un appel à la création d'un "cours d'initiation à la démocratie dans l'enseignement secondaire". Les résultats extrêmement dangereux engrangés par l'extrême-droite le 13 juin dernier ont déjà amené certains responsables politiques à se saisir de cette idée récurrente.

On ne discutera pas ici le constat du manque d'information et de formation de nos élèves, au plan citoyen, tant l'essentiel, autour duquel les acteurs du monde politique et enseignant devraient se mobiliser, est de tenter de (re)donner à nos (jeunes) concitoyens des connaissances ou plutôt des *compétences citoyennes*. Je préférerais mettre en questionnement la proposition de créer un cours d'éducation à la citoyenneté. Régulièrement portée à l'avant-scène du débat politique — trop peu du débat pédagogique —, cette idée n'est pas sans poser questions.

1. Il faut d'abord rappeler que l'existence d'un cours d'éducation civique dans le système éducatif français n'a pas empêché l'abstentionnisme électoral massif des Français aux dernières européennes ni le score alarmant du Front National aux dernières présidentielles. En d'autres mots : avant de se lancer dans cette nouvelle voie, il conviendrait certainement d'examiner de manière sérieuse, notamment au regard des expériences menées dans d'autres pays, ce que l'on est en droit d'attendre de pareil enseignement, ses succès et ses écueils, au plan citoyen mais aussi pédagogique.
2. Souvent appelée à la rescousse quand les problèmes paraissent sans solution (éduquer à la santé contre le sida, à la tolérance philosophique et religieuse contre les intégrismes, aux médias contre les dérives de l'internet, à la démocratie contre les néo-fascismes...), l'École ne peut relever ces défis dans l'impréparation et sans les moyens humains, intellectuels et pédagogiques indispensables. Comment ne pas craindre une nouvelle fois que la création d'un cours d'éducation citoyenne ne se fasse à la hâte, sans que ces moyens ne soient dégagés, que les professeurs n'aient été préalablement formés et outillés, que les référentiels de formation n'aient été conçus de manière réaliste, qu'un personnel d'accompagnement des enseignants (inspecteurs...) n'ait été formé et mis sur pied... ? La réforme des programmes actuellement en cours dans l'enseignement secondaire le montre à souhait : ce qui enrayer les réformes, c'est l'impréparation, la hâte et le manque d'outils disponibles pour les enseignants qui ont à les mettre en œuvre.
3. Plus fondamentalement, il me semblerait bien plus pertinent, sur le plan de l'éducation citoyenne, de mobiliser les ressources et les énergies de manière à assurer la réussite de la réforme en cours dans l'enseignement secondaire depuis le *Décret-Missions* de 1997. Mal comprise par le grand public et mal expliquée aux enseignants qui ont à la mettre en œuvre, cette réforme vise à rendre nos élèves capables de se servir des connaissances qu'ils ont acquises dans chaque discipline scolaire et ce de manière à leur permettre de comprendre le monde qui les entoure. Cette ambition rejoint donc de manière fondamentale le projet d'outiller davantage les citoyens de demain, de leur apprendre par exemple, comme le souhaitent nos collègues politologues, à "analyser les enjeux politiques porteurs de conflit et de débat politique".

Concrètement, plusieurs pistes s'offrent à l'action :

1. Plutôt que de confier à un cours et à un enseignant la responsabilité de l'éducation citoyenne — ce qui risque de convaincre les autres que ce n'est pas de leur ressort —, il s'agirait d'abord de revisiter l'ensemble des disciplines scolaires, les contenus et les compétences enseignés, et ce de manière à identifier de manière précise, quelle pourrait/devrait être leur contribution à une formation citoyenne. Ensuite, il s'agirait de concevoir et de diffuser des outils pédagogiques qui intègrent cette préoccupation citoyenne au cœur des apprentissages disciplinaires et

contribueraient ainsi à orienter les enseignants vers l'apprentissage de connaissances et de compétences susceptibles d'apporter une meilleure compréhension du monde actuel. Bien des enseignants ont déjà expérimenté et avancé sur ce chemin : les soutenir par la production d'outils — et l'organisation de formations ad hoc — me semblerait mieux à même de faire entrer en profondeur l'éducation citoyenne à l'école.

2. Plutôt que d'ajouter un nouveau cours, il conviendrait aussi de développer de manière volontariste l'enseignement des sciences humaines et, au premier chef, les deux disciplines qui en relèvent et figurent dans la formation commune à tous les élèves : l'histoire et la géographie. Car, être citoyen, c'est bien plus qu'avoir reçu une information sur les systèmes de représentation et de décision politiques ou d'avoir été sensibilisé au fonctionnement de notre système institutionnel par des "exercices de terrain". C'est aussi et surtout avoir découvert la lente avancée des idées démocratiques dans l'histoire de l'Occident, leurs sources et les conflits qu'il a fallu résoudre pour les mettre en œuvre progressivement. C'est également avoir pris la mesure des ressorts profonds du succès des fascismes dans l'entre-deux-guerres et être à même de comparer leurs stratégies à celles des mouvements d'extrême-droite aujourd'hui. C'est encore être capable de situer dans la complexité de l'environnement international contemporain les grands conflits géopolitiques de l'heure. Soit autant d'apprentissages qui figurent d'ores et déjà aux programmes des cours d'histoire et/ou de géographie, des disciplines scolaires dont la contribution à l'éducation citoyenne est tout sauf "sporadique". Voilà en effet plusieurs décennies que la citoyenneté figure dans l'énoncé de leurs finalités et de leurs contenus. Plutôt que d'ajouter un nouvel enseignement, il me paraîtrait donc bien plus fécond de donner aux enseignants d'histoire et de géographie — qui ne disposent que de deux voire d'une seule (!) heure de cours par semaine, selon les réseaux et les filières — davantage d'espace dans la grille horaire. A charge pour eux de mettre davantage encore leurs disciplines au service de la formation citoyenne de nos élèves. Déjà formés et outillés, ces professeurs seraient en effet bien mieux à même — si on leur en laisse le temps et on leur en donne les moyens pédagogiques — de relever ce défi que d'hypothétiques nouveaux professeurs d'initiation à la démocratie.

Revendication corporatiste que cette proposition ? Pas du tout ! Elle trouve sa source dans la conviction que, après les langues anciennes qui ont constitué le creuset de la formation de plusieurs générations de jeunes, après les sciences et les langues souvent considérées, depuis les années '70-'80, comme le gage d'une formation de qualité, il serait urgent d'accorder aux sciences humaines un poids beaucoup plus important dans la formation intellectuelle des élèves. Loin de moi l'idée de contester la fécondité d'une formation de l'esprit par le contact avec les auteurs anciens. Ni de minimiser l'importance de la maîtrise des langues et d'une alphabétisation scientifique dans le monde contemporain. Là aussi, la citoyenneté est en jeu. Mais la complexité de notre société et des enjeux/défis qu'elle doit affronter à l'aube de ce XXI^e siècle fait à l'Ecole l'obligation de donner à nos élèves les clés pour décoder et affronter cette complexité. Ces clés gisent au cœur des sciences humaines, l'histoire et la géographie en étant les deux principales représentantes, mais avec l'ensemble des sciences sociales, trop marginalisées et trop peu présentes dans la formation commune des jeunes dans le secondaire. Si l'ambition est bien de former chez nos élèves d'authentiques *compétences citoyennes*, le concours de ces sciences de l'homme et de la société me semble indispensable. La part qui leur est actuellement faite ne peut conduire qu'à un déficit de formation qui est d'ores et déjà patent.

3. Enfin, plutôt que de se limiter à organiser des "exercices de terrain" (visite au conseil communal ou au Parlement...), qui constitueraient certainement des moments de sensibilisation intéressants, il conviendrait aussi de faire davantage entrer la démocratie à l'Ecole, pour la donner à vivre et à expérimenter au quotidien. La création des conseils de participation a officialisé une forme de "démocratie étudiante" à l'intérieur des établissements. Il me semblerait indispensable d'approfondir ces expériences et de donner aux élèves un poids plus important encore dans le fonctionnement des écoles qu'ils fréquentent. Bien des tentatives existent, pour aller au-delà de ce prescrit légal et promouvoir la vie démocratique. Là où elles voient le jour, c'est souvent grâce à l'engagement spontané et généreux d'enseignants et d'éducateurs... qui n'ont eu de cesse, depuis les années '80, de dire au politique que, pour lutter contre les extrémismes, il serait bon d'investir en profondeur dans l'Ecole. Investir en profondeur dans l'Ecole : et si c'était finalement "la" solution à la poussée des extrémismes ?

